# ISS RANGE STORY OF THE STORY OF

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE



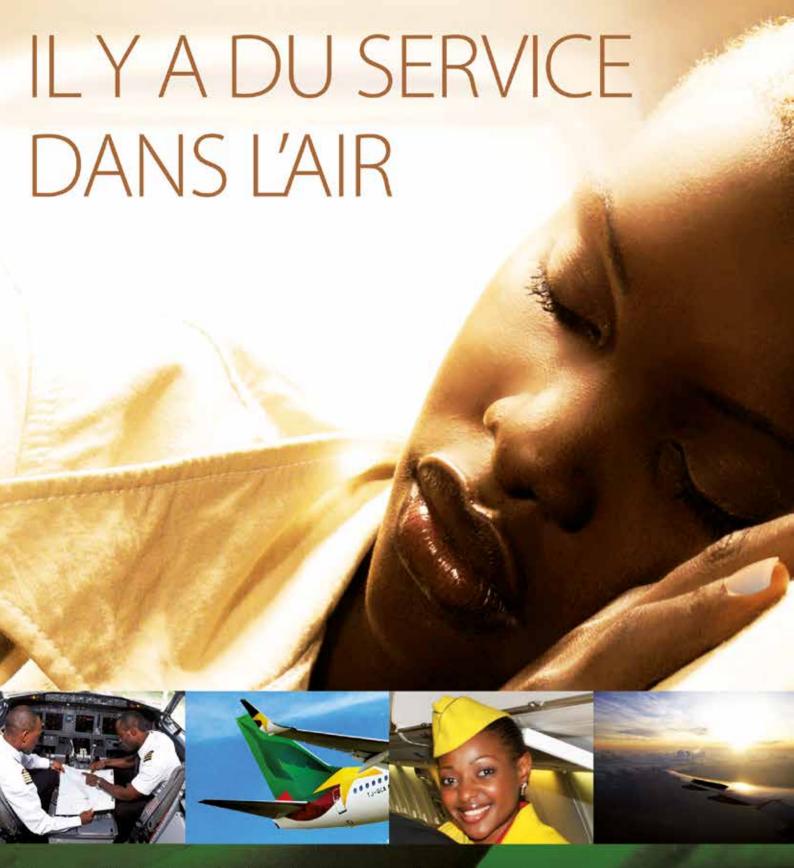
Genève
De nouvelles solutions de financement pour le Cameroun



Paul Biya reçu par le Pape François



Le Cameroun réussit son examen d'entrée à l'ITIE



La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

Camair-Co

Par Beaugas-Orain Djoyum

# L'heure suisse au Cameroun

iscrétion, fiabilité, crédibilité : ce sont là quelques avantages qu'offrent les financiers suisses aux entreprises et aux particuliers. C'est une vérité notoire et plusieurs personnes limitent Genève à ces atouts-là. Mais Genève, ce n'est pas seulement cela.

La grande majorité des contrats de négoce entre l'Afrique et l'Asie sont signés en Suisse ; Genève est la plaque tournante mondiale des matières premières, car l'on y retrouve, pour différents produits, les experts du négoce, du financement et du conseil ; Genève, c'est le centre mondial de l'arbitrage dans les affaires, etc.

Aujourd'hui, les investisseurs suisses ont compris qu'il ne faut plus simplement s'intéresser à l'Afrique de loin, mais de près. Ils l'ont affirmé au IX<sup>ème</sup> forum Ema Invest, qui s'est tenu à Genève les 3 et 4 octobre 2013. Les investisseurs genevois se sont donc réveillés. Après 10 ans dans le silence, ils ont compris que l'Afrique, autrefois continent du désespoir, est devenue le « continent de l'espoir, de l'avenir et la dernière frontière du développement », si je m'en tiens à l'appréciation de Nicolas Imboden, le président de Swisscham-Africa, la Chambre Economie Suisse-Afrique, qui prépare d'ailleurs sa participation au prochain salon Promote au Cameroun.

Les résultats ne se sont pas fait attendre pour le Cameroun, hôte d'honneur du forum. Genève entend accompagner Yaoundé sur les chemins de l'émer-

gence. Quatre jours après le forum, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et L'Ecole nationale supérieure polytechnique de Yaoundé (ENSPY) se sont engagées à Yaoundé à mettre en place dans la capitale camerounaise un Centre de recherche sur l'énergie dans le domaine de la santé au Cameroun. Certes, les discussions étaient déjà avancées, mais l'EPFL a confié au forum qu'elle envisage de créer un réseau de partenaires camerounais pour ce laboratoire, qui permettra que les hôpitaux du pays fonctionnent malgré les coupures d'électricité.

Mais seulement, les investisseurs suisses sont très prudents et méfiants. Ils sont prêts à coopérer et voudraient que les règles soient claires et que les objectifs fixés arrivent à l'heure. Nicolas Imboden résume ce qu'aiment les Genevois : « Nous offrons une haute technologie, une gestion efficace, une vision à long terme et une approche de collaboration et d'échanges. Mais, comme les Africains, nous sommes méfiants. Nous comptons beaucoup sur les relations personnelles. Et nous aimons fixer nos rapports en termes juridiques clairs et défendables. Comme on dit chez nous, de bons comptes font de bons amis ». Avis.

Reste alors que les officiels camerounais jouent franc jeu, accueillent les investisseurs genevois qui ont manifesté l'intérêt au Cameroun sans changer le sens de rotation de la montre. Le temps de la Suisse est arrivé.

# **INVESTIR AU CAMEROUN**

### Editeur

Mediamania Sàrl 6, rue du Léman 1201Genève - Suisse

### **Directrice de la publication** Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction

Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU, Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO, Brice R. MBODIAM, Dominique FLAUX. www.agenceecofin.com

### Opérateur

Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL
Régie publicitaire

Mediamania Sarl, Genève Benjamin FLAUX Tél +41 78 699 13 72 benjamin.flaux@mediamania.pro

Gratuit - Ne peut être vendu

Au Cameroun Albert MASSIMB almassimb@yahoo.fr Tel:00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98 Impression

Rotimpres, Aiguaviva, Espagne **Distribution Cameroun** 

Albert MASSIMB almassimb@yahoo.fr Tel:00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Octobre 2013 / N° 19 -3-

# AU SOMMAIRE



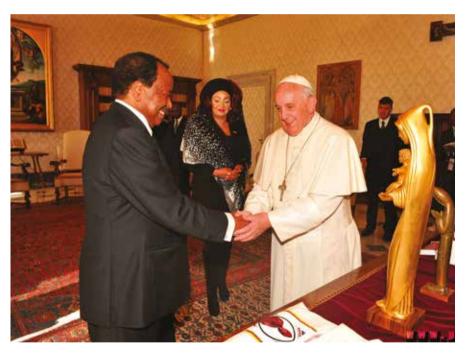
- 03 L'heure suisse au Cameroun
- **06** Paul Biya chez le pape François, un accord juridique sur l'église catholique bientôt signé
- 08 CASTING
- 11 Le Cameroun sous le feu des projecteurs à Genève
- 12 Le Cameroun envisage de lancer un emprunt obligataire international avec l'appui des financiers de Genève
- **14** Belle moisson pour la délégation camerounaise au forum EMA Invest à Genève
- **15** Nicolas Clavel : « On pourrait financer des exportations du Cameroun vers le Maroc »
- **16** Jean-Claude Gandur : « *Le Cameroun offre de meilleures possibilités que la Sierra Leone* »
- **18** Julien Devaux : « *L'Afrique me rappelle la Chine des années 80, avec la dictature communiste en moins* »
- **20** Roger Gaillard : « *Le Cameroun a fait un effort considérable pour la promotion du secteur privé* »
- 22 Entendu au Forum Ema Invest
- **26** Les recettes pétrolières en hausse de 21,2 milliards FCFA au premier semestre 2013
- **26** La seconde phase du PNDP a permis de financer 1600 projets en 3 ans
- 26 La Fonction publique camerounaise ouvre plus de 3000 postes aux jeunes diplômés

- Douala va abriter un Forum international sur la finance en Afrique du 20 au 22 novembre 2013
- 27 La SGBC devient SG Cameroun
- Le démarrage des activités de la Banque Camerounaise des PME se précise
- Actis et le groupe AES auraient déjà conclu un accord pour le rachat des parts dans AES-SONEL
- Tradex reprend ses activités en RCA et envisage de créer une filiale au Tchad
- 2,5 milliards FCFA pour électrifier 5000 ménages dans la région de l'Ouest Cameroun
- Des centrales solaires en vue dans 1000 localités, 500 MW d'électricité attendus
- Le Cameroun déclaré « pays conforme » à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives
- Le gisement de fer de Nkout sera finalement exploité par la société britannique IMIC
- Plus de 600 experts internationaux ont participé au 3ème Congrès du riz africain à Yaoundé
- 3500 tonnes de riz attendues à Galim
- Le CARBAP ambitionne de développer des variétés de semences produisant 40 tonnes de banane plantain à l'hectare
- Le Cameroun sollicite l'expertise chinoise pour lancer un projet agricole de 50 milliards FCFA
- Henri Frédéric Ewele : l'assureur multidimensionnel



Octobre 2013 / N° 19

# Paul Biya chez le pape François, un accord juridique sur l'église catholique bientôt signé



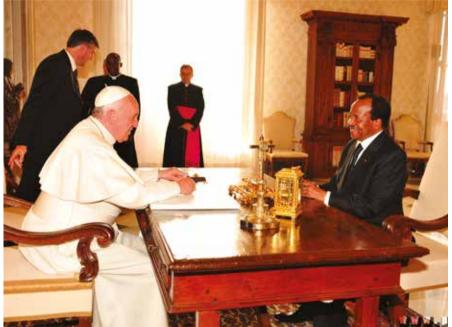
Le 18 octobre 2013, le président de la République du Cameroun, catholique pratiquant et ancien élève des écoles catholiques, est devenu le 37<sup>ème</sup> chef d'Etat à être reçu par le nouveau souverain pontife.

Le Vatican et le Cameroun sont sur le point de signer un accord juridique sur le statut de l'Eglise catholique dans le pays. Le sujet a été évoqué lors de la visite du président camerounais au Saint-Siège. Le 18 octobre 2013, le pape François a accordé une audience privée au chef de l'Etat camerounais Paul Biya. Après le pape, Paul Biya s'est entretenu avec le secrétaire du Saint-Siège pour les relations avec les Etats, M<sup>gr</sup> Dominique Mamberti. Au cours de ces deux rencontres, l'accord sur le cadre juridique de l'Eglise catholique au Cameroun a été évoqué. Le communiqué diffusé par le bureau de presse du Saint-Siège indique que cette visite à Rome a permis d'évoquer l'aboutissement prochain des négociations en vue de cet accord. D'après des experts comme Jean-Paul Messina, enseignant à l'Université catholique d'Afrique centrale (UCAC, Yaoundé), les congrégations catholiques qui s'installent au Cameroun ont encore besoin de faire des démarches administratives. Cet accord juridique devrait donc harmoniser et faciliter l'installation des congrégations catholiques dans le pays.

### L'EGLISE CATHOLIQUE JOUE UN RÔLE SOCIAL LOUABLE

Le communiqué du Vatican précise par ailleurs que Paul Biya a exprimé l'appréciation, par son pays, de l'action de l'Eglise catholique au sein de la société camerounaise dans les domaines de l'éducation, de la santé, mais aussi en faveur de la paix et de la réconciliation. « Il a également été question de certains aspects relatifs à l'Afrique subsaharienne et du rôle que le Cameroun joue pour favoriser la sécurité et la paix régionale », affirme le bureau de presse du Vatican. Selon I.media, l'agence de presse spécialisée sur le Vatican, l'entretien entre Paul Biya et le pape François a duré une quinzaine de

-6- N° 19 / Octobre 2013





minutes et s'est déroulé avec un interprète pour la langue française. Les deux hommes se sont par la suite échangé des cadeaux.

Paul et Chantal Biya ont offert des cadeaux de trois types au pape François : selon l'énumération de Cameroon Tribune, il s'agit d'une « statue de la Vierge à l'Enfant en bronze, ciselée à la main, avec des finitions en dorure ; une statue de Saint François d'Assise ; deux cha-

subles avec étoles brodées à la main et réalisées par les révérendes sœurs de la Congrégation des filles de Marie de Mvolyé à Yaoundé. La Sainte Trinité représentée sur l'une des chasubles et la Sainte Vierge Marie, protectrice du Cameroun, représentée sur l'autre chasuble sont des œuvres du révérend prêtre jésuite camerounais Engelbert Mveng, de regrettée mémoire. » De son côté, le pape François a offert à Paul Biya la médaille du pontificat.

# CAMEROUN-VATICAN: UNE COOPÉRATION ANCIENNE

Les relations entre le Cameroun et le Vatican sont généralement cordiales. Le président camerounais est le 37ème chef d'Etat au monde à être reçu par le pape François. Paul Biya a reçu le pape Jean-Paul II à Yaoundé à deux reprises : du 9 au 14 août 1985 et du 14 au 16 septembre 1995. Il a aussi assisté à ses obsèques le 8 avril 2005, ainsi qu'à la cérémonie de la béatification de ce dernier le 1er mai 2011 à Rome. Son successeur, le pape Benoît XVI, qui a également visité le Cameroun en 2009, y a publié l'Instrumentum laboris (document de travail) du deuxième synode spécial des évêques consacré à l'Afrique. D'après les informations glanées par Cameroon Tribune, une invitation au Cameroun a été adressée au pape François. La date de la visite sera fixée par voie diplomatique, indique le journal. D'après les données officielles, au Cameroun, les chrétiens représentent 68% d'une population estimée à 20 millions d'habitants, dont 34% de catholiques (environ 5 millions de fidèles), 17,5% de protestants et 0.01% d'orthodoxes. Les musulmans, eux, représentent 20%, et les adeptes des religions traditionnelles 6,8%.

Beaugas-Orain Djoyum

# L'EGLISE CATHOLIQUE AU CAMEROUN, C'EST

Environ 5 millions de fidèles 5 provinces ecclésiastiques

- Yaoundé 7 diocèses
- Douala 6 diocèses
- Bertoua 4 diocèses
- Garoua 4 diocèses
- Bamenda 4 diocèses

Soit au total 25 diocèses dont 5 archidiocèses 31 évêques dont 23 évêques autochtones plus de 1781 prêtres

312 frères

2 155 religieuses

19 597 catéchistes

3 propédeutiques et 5 grands séminaires

Octobre 2013 / N° 19 -7-

# **CASTING**



# **GREGOR BLINKERT**



Avant 2010, l'Etat du Cameroun ne parvenait pas à décaisser plus de 9% des fonds mis à sa disposition par la Banque mondiale (BM) pour financer des projets choisis en accord avec cette institution financière internationale. Mais de nos jours, a indiqué Gregor Blinkert, ce

taux de décaissements, principal indicateur de la BM pour évaluer l'efficacité dans la gestion des projets, est passé à 23%. Le directeur des opérations pour la BM dans les six pays de la Cemac a livré ces statistiques au sortir d'une récente audience avec le secrétaire général de la Présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh. Selon ce responsable de la BM, l'exemple le plus frappant de l'efficacité croissante du Cameroun en matière de gestion des projets est le projet de construction du barrage de Lom Pangar, dans la région de l'Est, dont les travaux avancent à un rythme soutenu.

# JACQUELINE CASSALEGNO



A la cérémonie d'installation d'Henri Ewele, 56 ans, au poste de DG de Chanas Assurances le 23 septembre 2013 à Douala, le fauteuil du PCA est resté vide. Jacqueline Cassalegno, 86 ans et titulaire dudit poste, après avoir claqué la porte du conseil d'administration qui

a porté Henri Ewele à la tête de la compagnie d'assurance leader du marché camerounais, n'a visiblement pas souhaité cautionner une nomination décidée par les administrateurs contre son avis. Mais surtout, cette dernière n'a pas digéré la perte de son poste de PDG. Il s'agit pourtant d'une injonction de la CIMA, le gendarme du marché des assurances en Afrique centrale et de l'Ouest, entérinée par le conseil d'administration depuis mars 2013. Mais qui n'a été implémentée qu'en septembre à cause de la réticence de celle qui est désormais ex-PDG.

**-8-** N° 19 / Octobre 2013



# **ANDRÉ FOTSO**



Le Groupement Interpatronal du Cameroun (GICAM), que dirige André Fotso, vient de mettre en place auprès de son secrétariat exécutif une cellule spéciale pour accompagner les entreprises dans le montage des dossiers de demande d'agrément pour leurs projets

d'investissements à soumettre à l'Agence de promotion des investissements (API), ainsi que dans le suivi desdits dossiers auprès des administrations compétentes. Ces projets, apprend-on, peuvent d'ores et déjà bénéficier d'incitations sous la forme d'exonérations de taxes diverses, sur une période de 5 à 10 ans, telles que prévues par la loi sur les incitations à l'investissement privé au Cameroun, récemment votée par le Parlement camerounais. Le texte d'application de ladite loi, fruit du plaidoyer et des actions multiformes du GICAM, a été rendu public le 9 septembre 2013 par le gouvernement.

# THÉODORE EDJANGUÉ



Dans un communiqué publié dans Cameroon Tribune, Chief Théodore Edjangué, le président de la Commission des marchés financiers (CMF), dénonce la publicité faite au Cameroun autour de l'emprunt obligataire lancé à la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique

centrale (BVMAC) par BGFI Holding, le groupe bancaire gabonais. « La Commission des marchés financiers tient à informer le public et les investisseurs camerounais que cette opération d'appel public est irrégulière et illégale, aux termes de la loi du 22 décembre 1999, portant création et organisation d'un marché financier au Cameroun, et des dispositions réglementaires qui en découlent », écrit le président de la CMF. Il y a quelques mois, c'est l'appel public à vente d'actions lancé à la BVMAC par SIAT Gabon qui avait été dénoncé par le gendarme du marché boursier camerounais pour le même motif.

# **ALAMINE OUSMANE MEY**



Alamine Ousmane Mey, le président du Conseil National du Crédit du Cameroun, par ailleurs ministre des Finances, a rendu publics fin septembre 2013 deux communiqués constatant l'ouverture de nouvelles agences par les banques et les établissements de microfinance « sans

autorisation de l'autorité monétaire » et « en violation » des dispositions réglementaires en vigueur. « Cette situation étant préjudiciable au suivi de l'activité » bancaire et de la microfinance, le président du Conseil National du Crédit a invité les contrevenants à se « conformer désormais à la stricte application des dispositions » réglementaires, sous « peine de sanctions ». Selon des informations révélées par des sources internes au Comité National du Crédit, 70 nouvelles agences de banques et d'institutions de microfinance ont été ouvertes au Cameroun entre mai 2012 et mai 2013.

# **RAUL MATEUS PAULA**



Le chef de la Délégation de l'Union européenne au Cameroun, Raul Mateus Paula, y croit dur comme fer : le Cameroun peut devenir un pays émergent bien avant l'horizon 2035. « Au vu des énormes potentialités de ce pays (ressources humaines, matière premières, etc.), j'ai

tendance à penser qu'on peut être plus ambitieux et atteindre l'émergence bien avant l'horizon 2035 », a affirmé le diplomate européen en fin de mission au Cameroun. Afin d'atteindre cet objectif de pays émergent, Raul Mateus Paula, fervent défenseur des Accords de partenariat économique (APE), conseille au gouvernement camerounais de prendre des mesures urgentes pour doper la croissance économique du pays. « Il est très important que la croissance économique, qui tourne autour de 5% ou un peu moins, puisse s'améliorer. Cela passe par une politique réaliste de création d'emplois pour les jeunes », soutient-il.

Octobre 2013 / N° 19



# Le Cameroun sous le feu des projecteurs à Genève



















Les 3 et 4 octobre 2013 à Genève, en Suisse, s'est déroulée la 9ème édition du forum EMA Invest, organisé par la Fondation EMA. L'évènement de cette année avait pour thème « Ce que la place de Genève peut apporter à l'Afrique. Et réciproquement. ».

Invité comme « hôte d'honneur » à cette rencontre à laquelle ont pris part les traders, acteurs de la haute finance genevoise et opérateurs économiques suisses, le Cameroun a débarqué au bord du lac Léman avec une délégation impressionnante, conduite par le ministre de l'Economie, Emmanuel Nganou Djoumessi. Dans sa suite, des détenteurs de portefeuilles stratégiques du gouvernement camerounais : Essimi

Menyé de l'Agriculture, Emmanuel Bonde des Mines et de l'Industrie, Laurent Serge Etoundi Ngoa des PME, Pierre Titti des Finances, Basile Atangana Kouna de l'Energie et de l'Eau. Sans oublier la directrice générale de l'Agence de promotion des investissements (API), M<sup>me</sup> Mindja.

A ces représentants des pouvoirs publics camerounais se sont greffés les acteurs de premier plan du secteur privé : André Fotso du Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM), Daniel Abaté du Mouvement des entrepreneurs du Cameroun (MECAM), Mathieu Mandeng de l'Association des professionnels des établissements de crédits du Cameroun (APECCAM), l'Association nationale des établis-

sements de microfinance du Cameroun (ANEMCAM), etc.

Pendant deux jours, ce gratin politico-économique a présenté le potentiel multiforme du Cameroun, question de susciter l'intérêt des traders et financiers de la place de Genève. Mais surtout, la délégation camerounaise, à travers des exposés présentés par des intervenants triés sur le volet, a été édifiée sur les opportunités à saisir dans les secteurs de la finance, des matières premières et de l'énergie.

Ce dossier vous propose des instantanés saisissants de cette expédition économique du Cameroun à Genève, et en dévoile les premières retombées concrètes.

Brice R. Mbodiam

Octobre 2013 / N° 19 -11-

# Le Cameroun envisage de lancer un emprunt obligataire international avec l'appui des financiers de Genève



Le ministre délégué au Ministère des finances en charge du Budget, Pierre Titi, a déclaré aux investisseurs de Genève que « le Cameroun réfléchit en ce moment à un emprunt au niveau international dès que toutes les conditions requises auront été réunies ». C'était le 3 octobre dernier à Genève au cours du forum EMA Invest, qui a connu la participation de nombreux acteurs de la place financière de Genève et de plusieurs ministres camerounais. Le ministre a invité les investisseurs genevois à accompagner le Cameroun dans la préparation de ce dossier. « L'Etat du Cameroun pense disposer aujourd'hui des atouts requis pour accueillir de façon sûre les investissements de toute origine. Dans ces conditions, les investisseurs de la place de Genève sont les bienvenus pour donner au Cameroun le moteur qui lui manque en ce moment pour s'attaquer de façon décisive au financement des programmes et projets inscrits dans le portefeuille des grandes réalisations », a-t-il déclaré. L'atout évoqué par Pierre Titi est l'emprunt obligataire de 200 milliards FCFA que le Cameroun a lancé en 2010 à la Douala Stock Exchange. Une opération réussie au niveau de la place boursière, mais qui a laissé transparaître des incompréhensions et des paiements de commissions supplémentaires. En effet, le Cameroun a dépensé plus que ce qui était prévu en termes de rémunération de cet emprunt d'un taux d'intérêt de 5,6%. D'après Pierre Titi, « ces opérations plutôt classiques effectuées dans le cadre régional sont importantes, mais présentent des limites, car elles deviennent plus onéreuses et les montants mobilisables sont limités. De plus, la multiplication de ces opérations renchérit leurs coûts et pourrait engendrer l'instabilité du secteur bancaire ». D'où l'étude d'autres options.

### GALOP D'ESSAI

« Pour ce faire, explique le ministre, le Cameroun a entrepris des réformes qui lui permettront de solliciter les investissements internationaux. Le premier emprunt obligataire de l'Etat du Cameroun, d'un montant de 300 millions d'euros, émis en 2010 pour une durée de cinq ans et d'un taux d'intérêt de 5,6% net d'impôts, a connu un succès national et sous-régional. Ce succès est principalement dû à la bonne tenue de notre économie, mais surtout à la signature du Cameroun qui dispose d'un bon risque et de bons fondamentaux. Par ailleurs, il faut relever que l'Etat respecte ses délais de paiement. L'inflation est maîtrisée autour de 3%. » L'emprunt obligataire de 2010 a été, selon Pierre Titi, un galop d'essai dont le succès aura créé des conditions favorables à l'accès aux instruments internationaux de financement.

« L'Etat du Cameroun

pense

. disposer

aujourd'hui

des atouts

requis bour

accueillir de facon sûre

les inves-

de toute origine », a

tissements

déclaré le

ministre

Récemment, l'agence Ecofin annonçait que le Ministère camerounais des finances Alamine Ousmane Mey avait créé au mois de

septembre dernier un Comité de pilotage de l'emprunt obligataire de l'Etat pour l'exercice budgétaire 2013. Un comité qui aurait pour mission de valider le projet de dossier d'appel d'offres pour le recrutement d'un ou de plusieurs prestataires de services d'investissement (PSI) devant accompagner l'Etat dans cette opération, ou encore de préparer et de mettre à la disposition de l'Etat les informations nécessaires à la confection de la note d'information exigée pour cet emprunt. La loi de Finances de 2013 prévoit un emprunt obligataire de 150 milliards FCFA. A ce jour, 25 milliards FCFA ont été obtenus par émissions d'obligations sur le marché des titres publics de la Banque des Etats de l'Afrique centrale.

Beaugas-Orain Djoyum, à Genève



# Belle moisson pour la délégation camerounaise au forum EMA Invest à Genève

Le 9ème forum EMA Invest s'est achevé le 4 octobre 2013 à Genève, en Suisse, sur de nouvelles perspectives d'investissement, notamment pour la délégation du Cameroun, dont les ministres participants, hôtes d'honneur, ont enchaîné de nombreux rendez-vous d'affaires.

Ce forum, organisé en partenariat avec le Financial Times, s'était ouvert la veille par une présentation très convaincante de la banque Julius Bär, première banque privée de Suisse, sur les perspectives économiques de l'Afrique. Parmi les projets ainsi amorcés lors de ce 9ème EMA Invest, on retiendra celui d'Addax & Oryx Group, présenté par son président, Jean-Claude Gandur, qui a annoncé publiquement son souhait de reproduire au Cameroun l'investissement qu'il a déjà réalisé avec succès en Sierra Leone, et dont la qualité vient d'être distinguée par l'Onu. Ce projet de biocarburant, développé en Sierra Leone et qui produira 100 000 tonnes d'éthanol d'ici la fin de l'année, a été mis en place selon des critères durables et socialement responsables très exigeants. Il représente 267 millions d'euros (environ 174 milliards FCFA) et s'étend sur 14 300 hectares.

De son côté, Arborescence Capital s'est également engagé à développer au Cameroun un projet de 50 MW en solaire et 50 MW en éolien. Des contacts ont été pris pour connecter le secteur camerounais de la microfinance aux fonds d'investissement suisses spécialisés tels que Symbiotics. Ou encore avec Swiss Mining Resources, pour développer le secteur minier camerounais. A noter également deux projets de hautes technologies qui seront bientôt implantés au Cameroun. Un projet de l'UCLA, la presti-



Afin de « battre le fer tant qu'il est chaud », plusieurs investisseurs ont d'ores et déjà annoncé leur déplacement au Cameroun.

gieuse université de Californie, qui prévoit de bâtir un campus et un centre de recherche dénommé *Centrer for Integrative Development*. Ce centre travaillera en connexion permanente avec la Californie sur les nouvelles technologies en matière de développement durable. Dans le même esprit, un autre projet de l'Institut polytechnique fédéral de Lausanne (EPFL) a été présenté : il visera à créer à Yaoundé un incubateur de start-ups spécialisées dans les énergies, appliquées notamment au secteur de la santé.

Afin de « battre le fer tant qu'il est chaud », plusieurs investisseurs suisses ont d'ores et déjà annoncé leur déplacement au Cameroun.

Agence Ecofin



-14- N° 19 / Octobre 2013

# Nicolas Clavel : « *On pourrait financer des exportations du Cameroun vers le Maroc* »



Devant la forte délégation camerounaise au forum de Genève, le CEO de Scipion Capital, un fonds alternatif, a analysé et exploré les solutions au difficile accès des entreprises africaines aux capitaux internationaux. Pour lui, il y a une hausse de la demande en financements pour le commerce intraafricain.

L'accès aux capitaux internationaux, c'est tout un programme. Mais je vais surtout insister sur le financement du commerce international, notamment en Afrique. Il faut déjà savoir que le commerce international, c'est 18 trillions de dollars par an. Le commerce des matières premières, à lui tout seul, c'est 6 trillions de dollars par an, et l'Afrique contribue à peu près à hauteur de 500 milliards de dollars (environ 225 000 milliards FCFA). Ce qui représente environ 3% du commerce mondial.

Ces rappels faits, on peut se poser la question de savoir si l'accès aux capitaux internationaux de nos jours est plus difficile ou plus facile qu'avant la crise économique mondiale de 2008. Ce qui s'est passé,

c'est qu'après cette crise, il y a eu une grande concentration des crédits des grandes banques internationales auprès des grands traders, dont tout le monde connaît les noms, au détriment des PME. Pourtant, le commerce international est souvent dirigé par les petites entreprises. Mais celles-ci ont de plus en plus difficilement accès aux capitaux, pas seulement à cause de la crise, mais également du fait des réglementations internationales connues sous le nom de Bâle II et Bâle III, lesquelles ont vraiment restreint les possibilités d'accès aux capitaux aux entreprises ayant un capital de moins de 5 à 10 millions de dollars (4,5 à 9 milliards de francs CFA).

# ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS AFRICAINES VERS L'ASIE

En plus de cette restriction de l'accès au crédit, la valeur des matières premières est allée en augmentant. Donc, on s'est retrouvé dans une situation où les prix des matières premières augmentent, alors que l'accès au crédit devient de plus en plus difficile. Mais dans ce contexte, on observe une croissance des expor-

« Nos statistiques battent en brèche la perception selon laquelle l'Afrique est à la traîne. Ce continent a les meilleurs taux de croissance. » tations africaines vers l'Asie et une augmentation du commerce intraafricain. Il y a aussi davantage de plus-value créée dans la région, de même que les emplois, et toute cette croissance a besoin d'être financée.

# L'AFRIQUE A LES MEILLEURS TAUX DE CROISSANCE

Vous constatez donc qu'il y a une hausse de la demande en financements pour le commerce intra-africain. Ce qu'on ne pouvait pas observer il y a dix ans, par exemple. C'est la raison pour laquelle on pourrait financer des exportations du Cameroun vers le Maroc, par exemple, parce que la croissance du commerce intra-africain est très encourageante. Nos statistiques battent en brèche la perception selon laquelle l'Afrique est à la traîne. Ce continent a les meilleurs taux de croissance. Et l'Afrique centrale, à laquelle le Cameroun appartient, a l'un des plus importants taux de croissance, notamment le 2ème après la Chine. En conclusion, il est vrai que l'accès aux financements internationaux est plus difficile qu'avant, mais il existe des solutions à travers des fonds alternatifs comme le nôtre.

Octobre 2013 / N° 19 -15-

# Jean-Claude Gandur : « *Le Cameroun offre de meilleures possibilités que la Sierra Leone* »



Au 9ème forum EMA Invest, le président d'Addax & Oryx Group a partagé sa fabuleuse expérience du gigantesque projet de bioénergie réalisé en Sierra Leone, qu'il envisage d'implémenter au Cameroun. Pour lui, il est inadmissible que des industriels s'accaparent des terres au détriment des populations locales.

Malheureusement, je ne suis plus présent au Cameroun. J'avais une entreprise au Cameroun, mais j'ai vendu cette société pétrolière aux Chinois il y a quatre ans. Dans les pays où nous sommes présents, notamment dans les parties est et ouest de l'Afrique, nous travaillons avec des partenaires locaux. Le camionnage, la distribution, les stations-service sont généralement aux mains d'entrepreneurs locaux. Nous avons même de plus en plus de joint-ventures entre notre entreprise et les entreprises africaines. Oryx Energy, c'est tout ce qui a trait à l'énergie. Concrètement, c'est le pétrole, l'approvisionnement, les

terminaux de stockage stratégiques,

« Grâce à notre projet, 10 000 contrats ont été signés avec des PME locales. » le développement de produits et services spécialisés... Nous avons, par exemple, créé deux usines de lubrifiants : une au Togo et une en Tanzanie. Nous pensons, de plus en plus, que le produit fini doit être fabriqué sur place, afin de créer de la valeur ajoutée avec la main d'œuvre locale.

# UNE RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

En 2008, nous avons lancé, en Sierra Leone, un projet de bioénergie qui a reçu tous les labels du monde, y compris de l'Onu. Nous venons de recevoir, pour ce projet, une distinction de l'Onu dénommée CDM, entendez « Clean Developement Mecanism ». Ce projet a également pris en compte des paramètres humains. Par exemple, en Afrique, la terre est un élément essentiel de la structure sociétale et familiale. Il est inadmissible que des industriels arrivent et s'accaparent ces terres, au détriment des populations locales. Dans notre projet en Sierra Leone, nous avons appliqué la règle de l'Onu et de la FAO qui consiste à louer les terres aux paysans, à travers un mécanisme transparent bien maîtrisé par les chefs locaux qui ont négocié avec nous, en dehors du gouvernement. J'insiste sur cet aspect parce que, très souvent, quand la négociation se déroule dans la capitale, la manne ne parvient pas aux populations.

En revanche, lorsque vous négociez directement avec les paysans à travers leurs chefs locaux, vous vous mettez d'accord sur un tarif, et chaque année ce sont les propriétaires terriens qui encaissent leur quote-part. Nous avons cette ambition de devenir un modèle

d'investissement durable. Pour ce faire, nous avons utilisé le fameux modèle brésilien qui est la production de l'éthanol à partir de la canne à sucre. Nous ne touchons donc pas à un aliment de base, à l'instar du maïs, du manioc, du sorgho...

# VERS UNE PRODUCTION DE 100 000 TONNES DE BIOÉTHANOL

Ce projet a été lancé en 2008, et au début de l'année prochaine, nous serons producteurs d'environ 100 000 tonnes de bioéthanol. Pour en arriver là, il nous a fallu énormément de dialogue sur place, des séances d'explications, la construction des usines, etc. Cela n'a pas été facile. Les Sierra-Léonais sortent d'une longue guerre civile et il y avait très peu de compétences sur place. Nous avons été obligés de créer une école technique pour former des gens aux métiers de l'électricité, de la soudure, de la plomberie... Nous avons aussi créé une école d'agriculture avec une ONG allemande.

Nous respectons les 40 règles de l'Onu et de la FAO. Je ne peux pas vous les énumérer toutes, parce que vous les connaissez. Mais en voici quelques-unes, parmi les plus importantes : on n'utilise pas les enfants en bas âge, on ne coupe pas des arbres sans replanter la même quantité, on fait de l'assolement, toute terre qui est mise en exploitation doit être remplacée par une terre sur laquelle on cultive de la nourriture, etc. Tout cela est cher, mais recèle beaucoup d'avantages d'un point de vue social. A titre d'exemple, avec notre projet qui s'étend actuellement sur 5000 hectares, ce sont 4000 emplois qui ont été créés.

# DU BIOÉTHANOL AU SECOURS DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Ce qui est intéressant dans notre projet sierra-léonais, c'est que toute la biomasse que nous retirons est recyclée pour produire de l'électricité. Donc, nous avons à la fois du bioéthanol, mais en même temps, tous les déchets qui découlent de



« Notre projet de bioénergie en Sierra Leone lancé en 2008 a reçu tous les labels du monde, y compris de sa production sont brûlés dans une centrale qui permet d'injecter dans le réseau de distribution 20% des besoins en électricité du pays. Vous pouvez donc apprécier l'impact social que ce projet peut avoir sur la stabilisation en matière d'électricité dans la capitale sierra-léonaise.

Ce projet phare a permis au gouvernement sierra-léonais d'obtenir des prêts pour la construction de 340 km de routes. Le remplacement des terres occupées par notre projet par des terres arables a permis de sécuriser 39 communautés en besoins alimentaires. Nous avons réussi à améliorer les revenus des populations. Nous avons multiplié par trois les rendements des terres destinées à l'agriculture de consommation. Quand nous sommes arrivés

PME locales. A ce jour, 50 millions d'euros (environ 32,7 milliards FCFA) ont été injectés dans cette région de Sierra Leone. Nous avons investi de 2008 à 2012 environ 217 millions d'euros (environ 142 milliards FCFA) et nous devons encore investir 165 millions d'euros (environ 108 milliards FCFA) pour achever le projet. Ce projet est un modèle. De ce point de vue, le numéro 3 de l'Onu a déclaré que « si le modèle Addax ne fonctionne pas, aucun modèle de bioénergie ne fonctionnera en Afrique ». La bioénergie est une opportunité de taille pour l'Afrique. Car elle permet de développer l'agriculture, les compétences, les infrastructures... Toutes choses qui permettent de contribuer à l'atteinte du fameux objectif du millénium, qui consiste à obtenir des crédits carbone et à diminuer les émissions de C0<sup>2</sup>, ainsi que la pauvreté.

(...) C'est une satisfaction personnelle d'avoir mené ce projet. J'espère avoir montré le chemin. J'ai des projets à venir. Celui de Sierra Leone doit venir à terme. Il y a des pays qui m'intéressent comme le Cameroun, à cause de l'eau, car il y a un besoin d'eau, il faut une terre fertile et il faut des infrastructures. Le Cameroun offre de meilleures possibilités aujourd'hui certainement que la Sierra Leone.

« Ce qui est intéressant dans notre projet sierra-léonais, c'est que toute la biomasse que nous retirons est recyclée pour produire de l'électricité. Cela permet d'injecter dans le réseau de distribution 20% des besoins en électricité du pays. »

> il y a quelques années, c'était une région à l'abandon. J'y suis retourné il y a trois mois, j'ai constaté qu'il y a des grues partout.

# UNE MANNE POUR LES PME LOCALES

Grâce à notre projet, 10 000 contrats ont été signés avec des

Mais, lorsque vous êtes pris dans un mouvement presque humaniste visà-vis d'un pays meurtri, je me suis senti une mission de le faire d'abord en Sierra Leone et de leur donner une chance que d'autres personnes viennent y investir. Apparemment cela a démarré.

Octobre 2013 / N° 19 -17-

# Julien Devaux : « L'Afrique me rappelle la Chine des années 80, avec la dictature communiste en moins »

Intervenant pour le compte de Julius Bär, la plus grande banque privée de Suisse, ce financier a magnifié le potentiel économique du continent noir, tout en regrettant que la « fausse perception » de l'Afrique soit encore de nature à décourager les investisseurs.

Je ne suis pas un expert de l'Afrique. Mais par contre, je suis un expert en investissements pour les clients privés. Et qui dit investissements dit calcul, retour sur investissements, etc. Mais pour les clients privés, les clients fortunés, il y a une autre chose qui est très importante : c'est la perception. Et ce sera l'axe essentiel de mon intervention : la perception de l'Afrique et comment faire

pour la changer ? Quel est l'écart entre cette perception et la réalité sur le terrain ?

D'abord, vous me permettrez un petit commentaire sur la banque. Julius Bär est la plus grande banque privée pure de Suisse. Nous gérons uniquement des clients privés, des clients fortunés. Nous n'avons aucune activité de banque d'investissement. Nous ne faisons donc pas d'investissement direct ni commercial sur le terrain. Nous conseillons nos clients pour qu'à leur tour ils investissent dans les fonds spécialisés. En tant que banque privée, notre objectif principal est de décider, en accord avec le client, de l'allocation la plus efficiente possible de ses grande partie en liquidités ? Désiret-il acheter des obligations ? Des actions ? Dans quelle entreprise ? Dans quel pays ? Dans quel secteur ? Désire-t-il faire de la diversification monétaire ? De ce point de vue, les alternatives, les combinaisons sont quasiment infinies.

# LA BARRIÈRE DES IDÉES REÇUES, DES A PRIORI

Dans tout cela, généralement et malheureusement, quand nous faisons une séance avec un client pour décider de l'allocation de ses investissements, l'idée d'investir en Afrique arrivera généralement en bas de la liste. Pourquoi avons-nous cette situation ? Le principal problème, c'est la perception. Les clients privés

« Tout dépend de la manière avec laquelle vous présentez la situation »



et nous tous avons des idées reçues, des *a priori* sur l'Afrique. Généralement, nous les soumettons à un exercice de ce type : que diriez-vous d'investir dans un pays qui n'a pas

« Si l'Afrique est aussi intéressante, vous me demanderez certainement pourauoi les clients privés de la banque Julius Bär hésitent encore à investir sur ce continent. Eh bien, c'est simplement parce aue l'évolution de la perception de l'Afrique est lente. »

accès à la mer, sans aucune source de matière première, dont 70% de la superficie n'est pas cultivable, sans gouvernement central puissant, qui n'appartient quasiment à aucune alliance régionale importante, qui doit souvent accueillir des réfugiés et qui, en plus, est composé de plusieurs groupes ethniques et religieux aux mentalités très différentes? Si comme mes clients vous analysez la situation, vous répondrez généralement « non »! Eh bien, je vous félicite parce que vous avez décidé de ne pas investir en Suisse. Parce que les caractéristiques que nous venons d'énumérer sont celles de la Suisse. Mais tout dépend de la manière avec laquelle vous présentez la situation.

« Généralement et malheureusement, quand nous faisons une séance avec un client pour décider de l'allocation de ses investissements, l'idée d'investir en Afrique arrivera généralement en bas de la liste »

### LE FOSSÉ ENTRE LA RÉALITÉ ET LA PERCEPTION

Pour revenir à l'Afrique, l'Occidental de base a généralement deux images de ce continent : la faune sauvage et les famines. Pourtant, de nos jours, la majorité des Africains vivent en ville, se lèvent le matin, accompagnent leurs enfants à l'école et vont au travail. Cela veut dire que l'écart entre la réalité sur le terrain et la perception des investisseurs privés est gigantesque. Et, paradoxalement, c'est dans cette

Par exemple, vous avez encore en Afrique une pyramide des âges qui ressemble à une pyramide, avec beaucoup de jeunes, contrairement à l'Europe. Vous avez plus de 10% de la population africaine qui fait désormais partie de la classe dite moyenne. Le PIB par habitant en Afrique a doublé sur des années, l'Afrique, qui a un taux de croissance estimé à 10% pendant la décennie, regorge d'importantes ressources naturelles, etc. Tout cela me rappelle un tout petit peu la



fausse perception, cet écart entre perception et réalité, que réside le potentiel africain. Ceci, parce que ceux qui ne veulent pas y aller pensent que beaucoup d'autres personnes ne veulent pas y aller. Donc, en général, le rendement pour ceux qui ont le courage d'y aller est assez important. Il y a nombre d'arguments positifs pour l'Afrique.

Chine des années 80, avec la dictature communiste en moins.

Maintenant, si l'Afrique est aussi intéressante, vous me demanderez certainement pourquoi les clients privés de la banque Julius Bär hésitent encore à investir sur ce continent. Eh bien, c'est simplement parce que l'évolution de la perception de l'Afrique est lente.

Octobre 2013 / N° 19 -19-

# Roger Gaillard : « Le Cameroun a fait un effort considérable pour la promotion du secteur privé »

Au forum de Genève, l'ancien chef de Division des infrastructures et des partenariats public-privé de la BAD a apprécié les avancées du Cameroun dans la structuration d'un secteur privé efficace et dans l'encadrement des partenariats public-privé. Il a également livré l'importance des financements internationaux dans les projets d'infrastructures.

Quand j'étais à la Banque africaine de développement (BAD), le Cameroun faisait partie des pays sur lesquels nous avions concentré nos interventions. Je citerai des exemples tels que le programme de privatisation de la SONEL, les projets hydroélectriques de Lom Pangar, Memvé'élé et Natchigal, la nouvelle centrale à gaz de Kribi, les projets d'appui aux PME et aux femmes chefs d'entreprise à travers les initiatives de la Camerounaise Françoise Foning, la présidente mondiale des femmes chefs d'entreprise, etc. En ce qui concerne la Suisse, c'est vrai qu'on a coutume de dire qu'elle se lève toujours tard. Mais je voudrais, de ce point de vue, souligner une intervention qui date des années 2000. Il s'agit de la réfection de la centrale de Songloulou qui, à cette époque, représentait 85% de la puissance installée au Cameroun. A cette époque, qui a été très difficile pour le Cameroun en matière de financements internationaux, la réfection et la réhabilitation de



cette centrale ont été financées par la Confédération suisse à travers un don. Cette fois-là, la Suisse s'était réveillée assez tôt.

Je vais à présent décrire le rôle des institutions internationales de financement multilatérales et bilatérales, dans le financement des perception, qui est tout de même exagérée, repose par exemple sur le déficit de gouvernance, l'encadrement institutionnel encore balbutiant, la fragmentation du marché africain, les conflits... Cependant, des études et des enquêtes ont montré que les populations africaines

« Actuellement, c'est 250 millions de Chinois qui tirent la consommation et la croissance mondiale. D'ici 15 à 20 ans, on va assister à un déplacement de ce gisement de consommateurs vers le continent africain. »

opérations privées en Afrique. Principalement dans le secteur des infrastructures, qui présente des défis, mais aussi d'énormes opportunités. Au niveau de l'énergie, par exemple, on constate que la consommation africaine est encore extrêmement confidentielle. Le continent africain baigne encore dans le noir, exception faite du nord et du sud.

### UN DÉFICIT EN INFRASTRUCTURES COLOSSAL

Globalement, l'Afrique fait face à un important déficit en infrastructures. Il a été quantifié dans l'Africa Infrastructures Countries Diagnostic, une étude menée par des institutions internationales de financement telles que la Banque mondiale et la BAD. Cette étude révèle que les investissements en infrastructures nécessaires à l'Afrique subsaharienne, chaque année, sont estimés à 70 voire 100 milliards de dollars (environ 45 000 milliards FCFA). Il s'agit simplement d'infrastructures de niveau décent, et non particulièrement sophistiqué.

Ces ressources financières doivent pouvoir provenir de trois parties prenantes. Il y a les budgets des Etats, les contributions des institutions financières internationales et le secteur privé. Mais ce secteur privé perçoit encore le continent africain comme un risque majeur. Cette expriment la volonté et leur disposition à payer pour des infrastructures et des services, pour autant que ceux-ci soient de bonne qualité. De ce point de vue, les fonds privés sont une nécessité, pour ne pas dire une obligation. Conscients de cela, des pays comme le Cameroun ont fait des efforts considérables pour la promotion du secteur privé, à travers un encadrement des partenariats public-privé.

# L'AFRIQUE, GISEMENT DE LA CONSOMMATION MONDIALE

Le marché africain des infrastructures nécessite de l'expertise, des capacités, des technologies, de l'expé-

d'un cadre institutionnel adéquat. Par rapport à la fragmentation du marché africain, qui constitue un handicap, il y a une grande avancée en matière d'intégration régionale. Actuellement, c'est 250 millions de Chinois qui tirent la consommation et la croissance mondiale. D'ici 15 à 20 ans, on va assister à un déplacement de ce gisement de consommateurs vers le continent africain. Et puis, le flot des investissements directs étrangers (IDE) est estimé à 54 milliards de dollars (environ 24 300 milliards FCFA) en 2014 pour l'Afrique subsaharienne. Les institutions internationales de financement peuvent davantage amener les IDE en Afrique en apportant un certain confort aux investisseurs, en diminuant la perception du risque sur l'Afrique et en leur garantissant un retour sur investissement intéressant.

Ces institutions de financement facilitent l'accès aux hautes autorités des pays africains et bénéficient de ce qu'on appelle *Prefered Criteria Status*. Il s'agit d'une sorte de couverture garantissant le payement des dettes. Ce privilège peut être étendu aux privés et autres banques d'investissements qui s'associent à ces institutions internationales de financement dans le cadre de certains projets d'infrastructures à réaliser en Afrique. Ces institutions ont une gamme d'outils et d'ins-

« Une étude menée par des institutions internationales de financement révèle que les investissements en infrastructures nécessaires à l'Afrique subsaharienne, chaque année, sont estimés à 70, voire 100 milliards de dollars. »

rience, toutes choses disponibles en Suisse, où les opérateurs sont habitués à intervenir en Afrique, y compris au Cameroun. Il y a des indicateurs qui évoluent positivement sur l'Afrique, notamment en matière de gouvernance, de constitution truments qui a beaucoup évolué depuis quelques années. Ces évolutions ont été faites dans le sens de soutenir et de faciliter l'intervention de partenaires privés dans les projets d'infrastructures.

Octobre 2013 / N° 19 -21-

# **Entendu au Forum Ema Invest**



# PIERRE TITTI, Ministre délégué aux Finances

« Les investisseurs de la place de Genève sont les bienvenus pour donner au Cameroun le moteur qui lui manque en ce moment pour s'attaquer de façon décisive au financement des programmes et projets inscrits dans le portefeuille des grandes réalisations. »



# YASMINE BAHRI-DOMON, Présidente de la Fondation EMA

« Nous avons choisi d'inviter le Cameroun, pas parce que je suis une Camerounaise de cœur, mais parce que ce pays stable et en paix regorge d'énormes ressources. Elles méritent d'être développées dans l'intérêt du peuple camerounais. Nous espérons que ce forum va permettre de connaître les potentialités du Cameroun et les spécificités de la place de Genève. »



# EMMANUEL NGANOU DJOUMESSI, Ministre de l'Economie

« Notre participation à ce forum résulte de la détermination du président de la République à aller à la recherche des capitaux pour asseoir les investissements qu'emporte son vaste programme des "Grandes réalisations". Il s'agit de saisir les opportunités qu'offre la place de Genève, pour transformer notre potentiel immense en résultats de développement tangibles. C'est donc le moment d'investir au Cameroun! »



# GUY METTAN, Premier président de la Fondation EMA

« Genève a de longues années d'amitié avec le Cameroun, par l'intermédiaire de son président qui, comme vous le savez, est un ami de notre ville. Un ami connu et reconnu. Mais aussi à travers la diaspora camerounaise, qui est importante et très active à Genève. Donc, ces liens entre le Cameroun et Genève sont à la fois anciens, intenses et prometteurs. »



# NICOLAS IMBODEN, Président de Swisscham-Africa (CCI Suisse Afrique)

« Notre ancien conseiller fédéral et ami, feu Jean-Pascal de La Murat, avait l'habitude de dire que les Suisses se lèvent tôt et se réveillent tard. C'est bien juste. Et c'est aussi bien juste par rapport à notre attitude envers l'Afrique. On s'est réveillé tard, mais, mesdames et messieurs, je peux vous assurer qu'on s'est finalement réveillé. On a finalement compris que le continent du désespoir est devenu le continent de l'avenir. »



### MATHIEU MANDENG, Président de l'APECCAM

« Le Cameroun compte treize banques réparties en trois catégories : les banques internationales, les banques régionales et les banques à capitaux nationaux. Elles gèrent 5,6 milliards de dollars (environ 2276 milliards FCFA) de dépôts, ce qui représente environ 22% du PIB. Selon ces chiffres de mai 2013, ces banques ont octroyé, au total, 4 milliards de dollars (environ 1820 milliards FCFA) de crédits à l'économie, ce qui représente à peu près 16% du PIB. »



# LAURENT SERGE ETOUNDI NGOA, Ministre des PME

« Le souhait du gouvernement camerounais, aujourd'hui, est de voir les PME jouer un rôle de plus en plus central dans le développement du pays. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons que les PME, qui ont leur réservoir financier à Genève, puissent venir au Cameroun, où une véritable sélection naturelle dans ce secteur est en train de se faire. On est en train de réduire la létalité de ce secteur. »



# M<sup>E</sup> ERIC VAZEY, Cabinet Montavon Mermier Vazey Realini

« Depuis sa création en 2005, l'indice boursier ECP Africa affiche une performance annuelle d'environ +21%, soit plus que le marché des pays émergents, qui affiche environ +11%. Une nouvelle ruée vers l'Afrique est ainsi en cours. Après avoir soutenu les économies de l'Europe du Sud et les économies des BRICS (pays émergents), c'est donc naturellement que l'intérêt de la place financière de Genève se porte aujourd'hui sur l'Afrique. »



# DANIEL ABATÉ, Président du MECAM

« Le Cameroun est un grand exportateur de grumes. Mais à ce jour, pour ne prendre que cet exemple, le pays ne possède jusqu'ici aucune industrie qui produit de la pâte à papier.
L'essentiel du papier au Cameroun est encore importé de l'étranger. Le défi de la transformation apparaît donc important. Les autres défis sont ceux de la qualité et du financement. »



# HEIDE JIMENEZ DAVILA, Head of Investor Services and Communications, Blue Orchard Finance

« Depuis 2001, Blue Orchard Finance a déboursé plus de 2 milliards (environ 950 milliards FCFA) de dollars en prêts au profit de 270 institutions de microfinance dans 60 pays, dont une dizaine en Afrique. Cette dizaine de pays africains représente environ 10% de notre portefeuille global, mais avec un taux de croissance qui dépasse largement celui que nous enregistrons dans d'autres régions. »



# STÉPHANE GRABER, Secrétaire général, Geneva Trading & Shipping Association

« L'un des challenges de l'industrie mondiale aujourd'hui est l'évolution de la demande. Les clients sont de plus en plus exigeants sur le type de matières premières. Cela a un impact direct sur l'activité des négociants, parce qu'ils doivent améliorer leur flexibilité, pour pouvoir fournir aux clients la matière première de la bonne spécificité, au bon moment, au bon endroit. Cela va amener les négociants à avoir une présence locale dans les zones de production, afin de gérer la chaîne logistique. »



Octobre 2013 / N° 19 -23-



# ANDRÉ FOTSO, Président du GICAM

« C'est le bon moment pour investir au Cameroun. Le potentiel du Cameroun est impressionnant : les projets en cours, la position stratégique du Cameroun, qui est la porte d'entrée d'un marché de près de 300 millions d'habitants. Mais il y a un autre atout majeur sur lequel le responsable d'une association patronale que ie suis souhaite insister : c'est la qualité du dialogue secteur public-secteur privé. Depuis quelques années. les deux parties ont un dialoque très bien structuré et dense. »



### EMMANUEL BONDE, Ministre des Mines et de l'Industrie

« Le secteur industriel et minier au Cameroun est particulièrement rentable et constitue un bon risque pour tous les investisseurs. Le Cameroun est, à juste titre, considéré comme un scandale minier, bien que la contribution de ce secteur au PIB soit encore inférieur à 1%. Plus de 60% du territoire reste inexploré. Les travaux déjà effectués ont néanmoins permis de mettre en exergue d'importants gisements de pétrole, de gaz, de fer, de Nickel, de diamant, de cobalt, d'or, etc. »



# ESSIMI MENYE, Ministre de l'Agriculture

« 70% de la population active du Cameroun est dans l'activité agricole. Le Cameroun a le privilège d'être l'un des pays les plus proches du Nigeria. Nous partageons une frontière de 1700 km avec ce pays, avec la particularité que les populations sont généralement les mêmes de part et d'autre de la frontière. Ce qui veut dire que ce qui est consommé au Cameroun l'est aussi au Nigeria. Le Cameroun est surtout le jardin du Nigeria, et ce potentiel reste à exploiter. Parce que le Nigeria importe pour plusieurs milliards de dollars de nourriture chaque année pour nourrir ses 150 millions d'habitants. »



# LAMINE KANE, Directeur général de Novel Sénégal

« Au Sénégal, on consomme plus d'un million de tonnes de riz par an, dont 800 000 tonnes en importations. Ce qui représente une valeur de 400 millions de dollars (environ 180 milliards FCFA). La production locale est donc de 200 000 tonnes. dont moins de 50 000 tonnes mises en marché. le reste étant autoconsommé. A l'horizon 2018, le volet riz du programme d'investissement agricole du Sénégal envisage de substituer les importations par une production d'environ 1,6 million de tonnes de riz paddy. »



-24- N° 19 / Octobre 2013



# BASILE ATANGANA KOUNA, Ministre de l'Energie

« Le gouvernement de la République du Cameroun s'est fixé pour objectif de devenir un pays émergent à l'horizon 2035. Convaincu du rôle des infrastructures énergétiques dans la promotion d'une croissance forte et durable, le gouvernement du Cameroun s'est fixé comme principal défi, dans le secteur de l'énergie, d'accroître les capacités de production par une valorisation du potentiel existant, et de moderniser les réseaux de distribution. »



# ROLF KEHLHOFER, Président, The Energy Consulting Group Ltd (Zurich)

« J'ai déjà réalisé près de 60 000 MW de centrales. Surtout des centrales de type thermique et à gaz. Mais aujourd'hui, je parlerai de centrales pour les investisseurs privés, appelées centrales IPP (Independant Power Producer). C'est un producteur d'électricité qui signe un contrat à long terme de fourniture avec un fournisseur de combustibles, d'un côté, et de l'autre côté, qui signe un contrat de fourniture avec une entreprise d'électricité. »



# JAONA RAVALOSON, Arborescence Capital

« Notre métier est de structurer les projets et d'arranger les financements, de sorte qu'il y ait un lien entre les projets et les investisseurs, entre les projets et les marchés des capitaux. S'il y a du potentiel en Afrique et, particulièrement, au Cameroun, il faut que ce potentiel se transforme en opportunités. Et que ces opportunités deviennent des actifs investissables. S'il y a un hiatus entre ces étapes, les projets demeureront simplement des projets. »



# BERTRAND KLAIBER, EPFL Lausanne

« L'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne a 40 ans d'expérience dans la coopération et le développement. Elle héberge également la chaire de l'Unesco pour les technologies. Notre philosophie est de développer les technologies et d'inverser la fuite des cerveaux. Nous formons beaucoup d'étudiants africains, beaucoup de Camerounais, en leur offrant des perspectives de travail pour retourner dans leur pays. »



Octobre 2013 / N° 19 -25-

# GESTION PUBLIQUE

# Les recettes pétrolières en hausse de 21,2 milliards FCFA au premier semestre 2013



Le Trésor public camerounais, au premier semestre 2013, a engrangé 321,6 milliards de francs CFA au titre de recettes pétrolières. Sur la même période l'année dernière, souligne la note de conjoncture de l'exécution du budget de l'Etat publiée par le Ministère des finances (MINFI) fin septembre, les recettes pétrolières se situaient à 300,4 milliards FCFA. Il en ressort donc une hausse de 21,2 milliards FCFA cette année. Cependant, précise la note de conjoncture, cette performance est en dessous des attentes, le gouvernement camerounais ayant projeté, à fin juin 2013, des recettes pétrolières d'un montant total de 332 milliards FCFA. Le taux de réalisation du budget, sur ce volet, est donc de 96,9%.

En ce qui concerne les recettes non pétrolières, la tendance est légèrement baissière, constate la note du Ministère des finances. De 931,6 milliards FCFA à fin juin 2012, elles ont été de 926,5 milliards FCFA au premier semestre 2013, soit une diminution de 5 milliards de francs CFA (-0,5%). Ce gap est plus important par rapport aux prévisions gouvernementales, qui se situaient à 1032 milliards FCFA. De ce point de vue, la sous-performance est de 105 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 89,8%.

BRM

# La seconde phase du PNDP a permis de financer 1600 projets en 3 ans

Le Programme national de développement participatif (PNDP), dont la seconde phase s'achève au mois de novembre 2013, a financé 1600 projets de développement au cours des trois dernières années, a révélé le quotidien privé Mutations. Ces projets réalisés dans les communes, avec un apport personnel des bénéficiaires, ont coûté 14 milliards de francs CFA et ont principalement concerné les domaines de la santé, du transport, de l'éducation et de l'hydraulique. Programme gouvernemental qui consiste à assister les communautés et les collectivités locales décentralisées dans leur quête d'un développement durable et la création d'emplois, le PNDP est financé par la Banque mondiale à travers l'Agence de développement international (IDA), la Coopération allemande et l'Etat du Cameroun. Une nouvelle phase de ce programme multi-bailleurs, prévue pour s'étendre jusqu'en 2016, devrait être prochainement lancée, apprend-on, cette fois-ci sur financement C2D (contrat désendettement développement).

# La Fonction publique camerounaise ouvre plus de 3000 postes aux jeunes diplômés

Le ministre camerounais de la Fonction publique, Michel Ange Angouing, a signé le 24 septembre 2013 une série d'arrêtés portant ouverture de divers concours directs pour accéder à des emplois au sein de l'administration publique. Au total, apprend-on de la direction du développement des ressources humaines de l'Etat, ce sont plus de 3000 postes qui sont ainsi ouverts aux jeunes âgés de 35 ans au plus. Ces recrutements concernent des secteurs aussi variés que le génie civil, les eaux et forêts, l'aéronautique civile, l'éducation physique et sportive, les mines et la géologie, la météorologie, les douanes, le cadastre, la santé publique, la comptabilité matière...

En 2011, le gouvernement camerounais, sur instruction du chef de l'Etat Paul Biya, avait déjà procédé à un recrutement spécial de 25 000 jeunes à la Fonction publique afin de lutter contre le chômage et le sous-emploi qui sévissent dans le pays. En effet, selon les statistiques officielles, le taux de chômage du pays dépasse 10%, au sens du BIT, tandis que le taux de sous-emploi, lui, est estimé à 70% dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) élaboré par le gouvernement.

# Douala va abriter un Forum international sur la finance en Afrique du 20 au 22 novembre 2013

« Surliquidité bancaire, épargne et sousfinancement du secteur privé : quels mécanismes et nouvelles techniques pour résoudre ce grand paradoxe de l'économie africaine ? ». C'est le thème de l'édition 2013 du Forum international de la finance en Afrique subsaharienne (FIFAS 2013), organisé par le cabinet FinAfrique. Cette rencontre entre les opérateurs économiques et les professionnels du secteur de la finance (banques, compagnies d'assurance et bourses des valeurs mobilières) de l'Afrique subsaharienne aura lieu à Douala, la capitale économique du Cameroun, du 20 au 22 novembre 2013.

Selon un communiqué rendu public par les organisateurs, ce forum sera l'occasion de promouvoir des secteurs et opportunités d'investissement en Afrique, de valoriser et vulgariser de nouveaux concepts et outils de financement modernes de l'économie dans les pays de la zone Franc, et enfin de susciter une réflexion concertée visant à trouver les mécanismes de financement les plus pertinents pour le développement du continent noir.



# La SGBC devient SG Cameroun

Dans les prochaines semaines, les enseignes de la Société Générale de Banques au Cameroun (SGBC), filiale locale de la Française Société Générale, devront être remplacées sur l'ensemble du réseau de cette institution bancaire. En effet, a révélé le quotidien gouvernemental *Cameroon Tribune*, à l'occasion de ses 50 ans de présence au Cameroun, la banque a décidé de changer son identité visuelle et son nom, pour s'appeler désormais Société Générale Cameroun (SGC).

En rappel, la filiale camerounaise de la Société Générale figure dans le trio de tête des établissements de crédit les plus performants au Cameroun, avec la BICEC et la Camerounaise Afriland First Bank. Selon Jean-Philippe Guillaume, l'actuel directeur général, cette banque contrôle actuellement 23% du marché du crédit au Cameroun.

# Le démarrage des activités de la Banque Camerounaise des PME se précise



En face de l'ancien Cinéma Abbia, des locaux qui abritaient encore récemment les bureaux de la compagnie Royal Air Maroc dans la capitale camerounaise sont en pleine réfection depuis quelques jours, a pu constater l'Agence Ecofin sur place. Selon une source autorisée, c'est dans ce bâtiment que sera installé le siège de la Banque Camerounaise des PME (BC-PME). « Je crois qu'il y aura du frémissement avant la fin de cette année »,

confie notre source, avant d'ajouter : « Même la désignation de l'équipe dirigeante de cette nouvelle banque publique relève désormais du secret de polichinelle, puisque leurs noms sont connus depuis longtemps. Ces dirigeants ont même déjà reçu l'agrément de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC). Il ne reste plus que l'officialisation de leur désignation par un décret du chef de l'Etat. »

Octobre 2013 / N° 19 -27-

# ENERGE

# Actis et le groupe AES auraient déjà conclu un accord pour le rachat des parts dans AES-SONEL



Selon un article paru dans Le Ouotidien de l'Economie, le gouvernement camerounais, le groupe américain AES Corp et le fonds d'investissement privé britannique Actis seraient « déjà tombés d'accord sur l'essentiel, en vue du rachat prochain des parts d'AES dans le capital d'AES-SONEL », la filiale camerounaise du groupe américain, concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun depuis 2001. A en croire la même source, le Britannique Actis serait actuellement dans la phase de la due diligence, qu'un expert définit comme étant « l'ensemble des vérifications qu'un éventuel acquéreur ou investisseur va effectuer avant une transaction, afin de se faire une idée précise de la situation

d'une entreprise ».

Dans cette phase de la due diligence, justement, le journal fait savoir qu'en interne, la crainte de voir le repreneur procéder à une réduction des effectifs de l'entreprise est grande. Dans la mesure où, apprend-on d'une source citée par la même publication, « actuellement, AES-SONEL paie plus de 600 personnes qui ne font rien ou presque ». C'est sur ce dernier volet que porteraient actuellement les pourparlers entre l'Etat du Cameroun, Actis et AES Corp, afin que cette éventuelle restructuration ne soit pas accompagnée de remous sociaux. En rappel, le groupe américain AES détient 56% des actions de la Camerounaise AES-SONEL.

# Tradex reprend ses activités en RCA et envisage de créer une filiale au Tchad



« Nous avons repris nos activités en République Centrafricaine depuis le mois d'août 2013. » Cette déclaration est d'Emmanuel Tamnga, le directeur commercial de la société de trading et d'exportation de pétrole brut et de produits pétroliers Tradex. Selon le responsable de cette société pétrolière camerounaise, qui dispose de 20 stations-service en République Centrafricaine (RCA), seulement 80% du réseau de distribution de Tradex Centrafrique est actuellement opérationnel. « La remise aux normes des stations vandalisées (après le départ de Bozizé du pouvoir, ndlr) est en cours », confie M. Tamnga. Ce dernier annonce également un projet de construction de nouvelles stations-service dans ce pays désormais

contrôlé par la rébellion de la Séléka. Avant la fin de cette année, a-t-il encore révélé, Tradex va inaugurer ses deux premières stations-service dans la ville de Ndjaména, au Tchad, sous le label de Tradex Tchad SA.

Entreprise publique camerounaise, filiale de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), Tradex, après ses activités dans le trading des produits pétroliers et le soutage maritime, est devenue le porte-étendard des nationaux dès son arrivée sur le marché de la distribution des produits pétroliers. Cette année, Tradex s'est lancée dans la distribution du gaz domestique, en mettant sur le marché 30 000 bouteilles neuves de 12 kg, équipées d'un compteur de contrôle de la consommation.

# 2,5 milliards FCFA pour électrifier 5000 ménages dans la région de l'Ouest Cameroun

Le gouvernement camerounais vient de procéder, dans la région de l'Ouest, à la pose de la première pierre d'un projet d'électrification de 5000 ménages dans le département des Hauts Plateaux, notamment dans les arrondissements de Bamendjou, Batié, Baham et Bangou. Ce projet, qui alternera entre le solaire et le thermique, apprend-on, va coûter 2,5 milliards de francs CFA. 74% des financements proviennent de l'Union européenne, tandis que le gouvernement camerounais a payé la quote-part revenant aux communes, pour un montant total de 400 millions FCFA. La Commune de Saint Germain, en France, a également mis 40 millions FCFA dans la cagnotte, grâce à un partenariat avec des com-



munes camerounaises. « Ce sont près de 200 lampadaires solaires, 180 points lumineux, 61 km de moyenne tension et 263 km de basse tension qui seront construits d'ici l'année prochaine », a confié à Ca-

meroon Tribune Samuel Wetchueng, directeur général d'Etude Engineering Development (EED), le cabinet concepteur du projet.

# Des centrales solaires en vue dans 1000 localités, 500 MW d'électricité attendus

Basile Atangana Kouna, le ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, a déclaré que le gouvernement a déjà signé des mémorandums d'entente (MoU) avec des entreprises chinoises pour la construction de centrales



solaires dans 1000 localités du Cameroun. C'était au mois de septembre 2013, lors du lancement du projet d'électrification du campus de l'Université de Yaoundé II, dans la localité de Soa, grâce à l'énergie solaire. Ce membre du gouvernement camerounais a, par ailleurs, révélé que les autorités publiques camerounaises discutent actuellement avec une entreprise française qui souhaite construire des centrales solaires au Cameroun, lesquelles vont permettre de produire 500 MW d'énergie électrique. Ces projets, apprend-on, font partie du dessein du gouvernement camerounais de vulgariser les énergies renouvelables dans le pays. En effet, soutiennent les experts, les énergies renouvelables peuvent être d'un apport décisif pour le Cameroun, pays qui ploie sous un déficit énergétique criard depuis des années. Déficit que le gouvernement tente de résorber à travers la réalisation de nombreux projets de construction de barrages et autres centrales électriques.

Octobre 2013 / N° 19 -29-

# Le Cameroun déclaré « pays conforme » à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives

Le conseil d'administration du Comité international de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) a déclaré le Cameroun « pays conforme » à l'ITIE le 17 octobre 2013. Le Cameroun se présentait à cet examen de passage pour la dernière fois, après deux premières tentatives sanctionnées par des échecs. Le statut de « pays conforme » à l'ITIE permet au Cameroun, explique un membre du comité national de mise en œuvre de l'ITIE, de rassurer les investisseurs sur la pratique de la transparence dans la gestion des affaires dans le pays. C'est, apprend-on aussi, un indicateur positif de l'amélioration du climat des affaires. C'est en 2005 que le Cameroun a adhéré à l'ITIE, une initiative de la Banque mondiale et de la société civile internationale (qui avait déclenché le mouvement Publish What You Pay) visant à encourager les pays à publier les volumes et les montants des retombées financières de l'exploitation des ressources minières. Dès l'adhésion volontaire à cette initiative, le pays recoit le statut de « pays candidat », et entame alors un processus qui intègre, par exemple, la publication grand public des rapports de conciliation des chiffres et volumes, qui sont ensuite soumis à la validation du Comité international ITIE. Ce comité analyse les résultats du pays candidat sur la base de vingt principaux critères. Lors de son avant-dernier examen de passage, le Cameroun avait été recalé pour non-validation de quatre critères, parmi lesquels le défaut de communication grand public autour des rapports de conciliation rendus pu-



blics. Ces insuffisances ont été corrigées, selon le dernier verdict du Comité international ITIE, qui a décidé d'admettre le Cameroun sur la liste très prisée des « pays conformes ». Et pour garder ce statut, apprend-on, les performances qui ont conduit à cette admission dans le cercle fermé de la conformité doivent être maintenues.

BRM

# Le gisement de fer de Nkout sera finalement exploité par la société britannique IMIC



Selon un communiqué posté par Affero Mining sur son site Internet, une assemblée générale des actionnaires de ce groupe minier britannique tenue le 16 septembre 2013 à Vancouver, au Canada, a voté la décision de la vente de 100% des actions de cette compagnie à la société britannique International Mining and Infrastructures Corporation (IMIC). La transaction, qui devait être finalisée le 31 octobre 2013 au plus tard, a été approuvée par 97% des actionnaires d'Affero Mining, apprend-on, et porte sur un montant de 200 millions de dollars américains, soit environ 91 milliards de francs CFA. Conséquence directe de cette décision, le gisement de fer

de Nkout, dans la région du Sud du Cameroun, mis en évidence par Caminex, une filiale d'Affero Mining, passe aux mains de la Britannique IMIC. En effet, la société IMIC s'était déjà intéressée, dès décembre 2012, au développement du projet de fer de Nkout, et avait arraché, quelques mois plus tard, un accord de partenariat avec Affero Mining pour une prise de participation dans ce projet au détriment du groupe indien Jindal Steel Power Ltd.

IMIC, qui est spécialisée dans l'exploitation du fer en Afrique, est une entreprise minière dirigée par le Mauritanien Ousmane Kane, ancien membre du conseil d'administration d'Affero Mining, ancien directeur général de la Société Nationale Industrielle et Minière de Mauritanie (SNIM), ancien gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie (BCM), qui a également été ministre des Finances dans son pays. Avec un potentiel de 2 milliards de tonnes de fer extensible à 4 milliards de tonnes, selon Caminex qui l'a exploré, le gisement de fer de Nkout, situé à 27 km de la localité de Djoum, est le plus important du Cameroun. Ceci en comparaison avec le gisement de fer de Mballam, écartelé entre le Congo et le Cameroun, et dont le potentiel est estimé à 3 milliards de tonnes de fer.

BRM

Octobre 2013 / N° 19 -31-

# AGRICULTURE

# Plus de 600 experts internationaux ont participé au 3<sup>ème</sup> Congrès du riz africain à Yaoundé

La 3ème édition du Congrès africain du riz s'est ouverte le 21 octobre 2013 à Yaoundé, la capitale camerounaise. Le rendez-vous, qui s'est achevé le 25 octobre 2013, était placé sous le thème « La science rizicole pour la sécurité alimentaire à travers le renforcement de l'agriculture familiale et l'agro-industrie en Afrique ».

La rencontre de Yaoundé a été organisée conjointement par le Centre du riz pour l'Afrique (AfricaRice) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en collaboration avec le gouvernement du Cameroun. Rassemblés autour de l'avenir du riz africain, les plus de 600 experts, producteurs, chercheurs, ONG et autres représentants des secteurs public et privé qui ont fait le déplacement pour la capitale camerounaise ont débattu sur les avancées possibles en matière de production de riz en Afrique. En effet, entre 2000 et 2007, la production de riz paddy en

Afrique a augmenté de 2,8 millions de tonnes, alors qu'elle a progressé de 4,7 millions de tonnes pour la période 2007-2012, selon l'analyse d'AfricaRice. Mais malgré ces chiffres favorables et les efforts consentis dans le domaine de la recherche, le riz continue d'être massivement importé dans la majorité des pays africains (10 millions de tonnes en 2009), dont le Cameroun.

# 3500 tonnes de riz attendues à Galim



Ce Congrès du riz africain de Yaoundé a été précédé, quelques semaines plus tôt, par le lancement de l'Agropole de production et de transformation de riz pluvial de Galim (Aptripgal), localité de la région de l'Ouest du Cameroun. Initié par un ensemble de groupements d'intérêt économique (GIE) qui ont mobilisé une cagnotte de 750 millions de francs CFA, ce projet est appuyé par le gouvernement camerounais à hauteur de 442 millions FCFA. Avec un investissement global de 1,2 milliard FCFA, l'agropole

riz pluvial de Galim entend produire 3500 tonnes de riz chaque année, contre 400 à 600 tonnes actuellement. Cet agropole est le 7<sup>ème</sup> à être lancé dans le cadre du projet Agropoles, après ceux de Bomono dans le Littoral (poulets), Kribi dans le Sud (porcs), Bankim dans l'Adamaoua (poissons), Mbandjock dans le Centre (maïs), Mokolo dans l'Extrême-Nord (soja) et Bafoussam dans la région de l'Ouest (porcs).

Pour mémoire, le riz fait partie des denrées alimentaires les plus consommées au Cameroun. La fermeture de la SO-DERIM, la faible capacité de production de la SEMRY, qui revendique quelque 100 000 tonnes par an, et les conditions de travail difficiles auxquelles font face les producteurs artisanaux rendent la consommation nationale dépendante des importations, qui engloutissent souvent plus de 150 milliards de francs CFA par an, selon les résultats de la balance des paiements du Ministère des finances.

Brice R. Mbodiam

-32- N° 19 / Octobre 2013

# Le CARBAP ambitionne de développer des variétés de semences produisant 40 tonnes de banane plantain à l'hectare



Selon son plan stratégique 2013-2022, qui a été adopté au cours du forum des partenaires à Yaoundé le 25 octobre 2013, le Centre africain de recherches sur bananiers et plantains (CARBAP), basé dans la localité de Njombe, dans la région du Littoral, ambitionne de développer des semences d'une capacité de production de 40 tonnes de banane plantain à l'hectare. Ces semences, apprend-on de bonnes sources, devraient permettre de booster la production de la banane plantain dans les 14 Etats membres (Afrique centrale et de l'Ouest) du CARBAP, pays dans lesquels les rendements les plus importants à l'hectare se situent actuellement à 7 tonnes seulement.

A en croire le CARBAP, bien que constituant une source de revenus intéressante pour les producteurs, et malgré sa richesse nutritionnelle, la production bananière en Afrique occidentale et centrale s'établit à 11 millions de tonnes par an, dont 8 millions de tonnes de banane plantain (45% de la production mondiale). Depuis sa création en 2001, peut-on lire sur le site Internet de ce centre de recherche, le CARBAP a déjà développé 1500 variétés de banane plantain, dont certaines sont capables de produire des régimes pesant jusqu'à 45 kg.

# Le Cameroun sollicite l'expertise chinoise pour lancer un projet agricole de 50 milliards FCFA



Augmenter la productivité et la compétitivité des chaînes de valeur du maïs, du sorgho et du manioc au Cameroun sur la période 2014-2019. C'est l'objectif que vise le nouveau projet d'investissement et de développement agricole (PIDMA), que le gouvernement s'apprête à lancer avec le concours de la Chine. Au cours d'une réunion de concertation autour de ce projet récemment organisée à Yaoundé, l'agence Ecofin a appris que la partie chinoise s'investira dans ce projet dans le domaine du transfert des technologies. Concrètement, apprend-on, des experts chinois vont former les producteurs camerounais dans la transformation et la mécanisation, de même qu'en matière d'amélioration des rendements.

Le PIDMA, d'un montant total de 50 milliards de francs CFA, sera financé par le gouvernement camerounais (10 milliards FCFA) et la Banque mondiale (40 milliards FCFA).

Octobre 2013 / N° 19 -33-

# Le leader du mois

# Henri Frédéric Ewele : l'assureur multidimensionnel

Le nouveau DG de la première compagnie d'assurances du Cameroun, Chanas Assurances, a travaillé dans l'administration centrale, l'administration territoriale et le secteur privé avant d'embrasser le métier de l'assurance.

A la tête de Chanas Assurances depuis septembre 2013, Henri Frédéric Ewele n'occulte pas son passé. Au contraire, il parle de son expérience professionnelle avec passion, et surtout humilité. L'humilité est l'une des valeurs qu'il incarne le plus. Juste à côté, il y a la loyauté, le dévouement et la fidélité. « Depuis huit ans et plus, je sers Chanas avec passion, dévouement, fidélité et loyauté. Je ne changerai pas. Je reste-

ment ministériel, poste qu'il occupe jusqu'en 1988. De 1988 à 1991, il est chef de service du contrôle des entreprises d'assurances. Henri Frédéric Ewele garde encore un très bon souvenir de ce passage à la Fonction publique camerounaise. « J'ai acquis une solide connaissance de l'organisation et du fonctionnement des services de l'Etat, grâce à la formation de l'élite du pays dont j'ai été bénéficiaire. » En février 1991, il quitte l'administration centrale pour le secteur privé. De février 1991 à janvier 1993, il travaille en qualité de conseiller technique du PDG chargé de la production, des finances et du réseau à la Trans Africaine Assurance (TTA). De janvier 1993 à 1996, il est gérant du Bureau



rai toujours loyal et fidèle.»

C'est dans l'administration centrale, plus précisément au Ministère des finances du Cameroun, que ce natif Sawa, titulaire d'un diplôme de l'Institut des sciences financières et des assurances (ISFA) de l'Université Claude Bernard de Lyon I, en France, et d'un DEA en maths-physique-chimie de la même université, commence sa carrière professionnelle en janvier 1986. Il débute comme cadre au service des études et des agréments à la sous-direction des assurances de ce départe-

d'actuaires conseil et d'audit africain (BACAA), un cabinet créé par ses propres soins.

### BREF PASSAGE À LA CUD

Entre mars 1996 et novembre 1997, Henri Ewele abandonne momentanément son cabinet pour déposer ses valises à la Communauté urbaine de Douala (CUD), en qualité de directeur de cabinet, puis de conseiller technique du délégué du gouvernement. Ici, Henri Frédéric Ewele passe un peu plus d'un an seulement. Mais il n'a point de re-



gret. « Ce bref passage m'a permis de prendre conscience des problèmes que pose la gestion d'une cité et de participer à l'élaboration des réponses de l'autorité communale et à leur mise en œuvre sur le terrain », affirme-t-il. En novembre 1997, après ce bref séjour à la CUD, il reprend la gestion du BACAA, qu'il abandonne définitivement en avril 2005. En mai 2005, l'actuaire change à nouveau de cap. Direction Chanas Assurances. En effet, Henri Ewele est recruté en tant que contrôleur général chargé de l'audit interne, du contrôle de gestion et de l'inspection générale de la première compagnie d'assurances du Cameroun. Sept ans après, il devient directeur général adjoint en charge des opérations techniques et de la réassurance. C'est ce poste qu'il occupe avant d'être promu DG de Chanas Assurances.

C'est donc un homme multidimensionnel qui est à la tête de Chanas Assurances depuis septembre 2013. Un homme pétri d'expérience, car il témoigne d'une expérience professionnelle longue de 25 ans en matière d'assurances. C'est également un homme heureux, ambitieux et imperturbable, surtout lorsqu'il s'agit de sujets touchant à l'assurance. Henri Frédéric Ewele est né le 7 janvier 1957 à Douala. Il est marié et père de six enfants.

Hervé B. Endong

-34- N° 19 / Octobre 2013

# Participez à l'édification du Cameroun de demain



Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun



# Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres et Bruxelles
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

# CAMESTIA LIVESTRAU CAMEROUN A STREET AU CAMEROUN

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun



# L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID

